



27 JANVIER 2022

8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux... Une priorité pour toutes et tous

Tout augmente, sauf l'essentiel !

L'inflation des produits de première nécessité, de l'alimentaire, de l'énergie, du carburant... rend les fins de mois toujours plus difficiles, et de plus en plus tôt. C'est la situation que vivent particulièrement toutes celles et tous ceux qui n'ont que leur salaire, leur pension ou leurs allocations pour payer les factures.

C'est un fait indiscutable et c'est d'ailleurs la principale préoccupation des jeunes, des salariés des secteurs du privé et du public, des chômeurs, des retraités. Ces derniers sont également particulièrement pénalisés par une très nette sous-indexation de leurs pensions face à l'inflation qui entraîne une précarité grandissante. La réforme de l'assurance-chômage a fragilisé 1,5 million de personnes et en exclus un très grand nombre. Les employés « de deuxième ligne », majoritairement des femmes, n'ont obtenu aucune véritable augmentation salariale. Aucune considération si ce n'est la négation des revendications.

Depuis des semaines, le gouvernement et le patronat restent sourds aux difficultés et aux revendications de la

majorité des travailleurs.

Il y a pourtant plusieurs leviers à activer immédiatement pour améliorer la vie quotidienne de toutes et tous. Les richesses que nous créons nous appartiennent.

À commencer par **une augmentation conséquente du Smic, des salaires, des minima sociaux et dans la fonction publique, la revalorisation du point d'indice bloqué depuis plus de dix ans.** Cela passe aussi par une simple décision politique de relèvement automatique des minima de branche maintenus en dessous du Smic, alors que beaucoup restent proches du seuil de pauvreté. Il est inadmissible que le patronat s'assoie sur ses propres décisions.

La jeunesse confrontée à une grande précarité de vie et de travail, à la pauvreté accentuée par la crise sanitaire, économique et sociale doit obtenir une réponse à l'encontre des réformes libérales, de l'éducation, de la formation, de l'assurance-chômage décidées par le gouvernement.

Il y a pourtant plusieurs leviers à activer immédiatement pour améliorer la vie quotidienne de toutes et tous.

Refus du patronat et du gouvernement !

Dans les entreprises, les négociations annuelles obligatoires sur les salaires s'ouvrent et les propositions patronales restent inacceptables malgré de fortes attentes, de mobilisations et de contestations.

C'est d'autant plus inacceptable au regard des dividendes, des aides publiques et des exonérations sociales et fiscales qui sont octroyés aux employeurs depuis le début de la pandémie. Le quoi qu'il en coûte restera en travers de la gorge des salariés qui devront payer.

Ce n'est pas l'argent qui manque... mais il nous est volé

En 2021, plus de 300 milliards d'euros ont été captés par les 500 plus grandes fortunes. La part des bénéficiaires versée aux actionnaires est passée de 30 % à 85 % en quarante ans. 210 milliards d'euros ont été versés aux entreprises dans le cadre des plans d'urgence et de relance liés à la pandémie. Le patronat entier se réjouit de telles mesures et se félicite de cet argent gratuitement distribué.

L'emploi est au cœur des préoccupations du monde du travail. Dans beaucoup d'entreprises, les employeurs profitent du contexte sanitaire pour délocaliser et fermer

des pans entiers de l'industrie. C'est malheureusement le cas dans le monde entier où les licenciements n'ont jamais été aussi importants.

Dans les services publics, l'hémorragie continue : les fermetures de lits d'hôpitaux continues, ainsi que les réductions des effectifs dans l'Éducation nationale, et l'augmentation du temps de travail dans les collectivités locales. Les externalisations de missions de services publics produisent ce que nous vivons et des licenciements partout.

L'heure est à la mobilisation dès le 27 janvier, et après

Les travailleurs, avec la CGT, portent des revendications pour gagner des augmentations à la hauteur des revendications :

- Un Smic à 2.000 € brut et une revalorisation de toutes les grilles de salaires dans le public et le privé,
- Des augmentations conséquentes qui prennent en compte le niveau de qualification et l'expérience professionnelle,
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Des embauches et des relocalisations de productions, d'entreprises et de services. Le maintien des conquêtes sociales qui préservent l'intérêt général,
- La réduction du temps de travail à 32 heures par semaine sans perte de salaire, ce qui équivaut à la création de 4,5 millions d'emplois,
- Une revalorisation des pensions à hauteur de 2.000 euros,
- L'augmentation des minima sociaux et de nouveaux droits pour les précaires et chômeurs.

**Pour nos salaires, nos emplois, nos retraites
et de meilleures conditions de travail et de vie,
TOUTES ET TOUS EN GREVE**



JEUDI 27 JANVIER 2022

**TOUS
à la
manif!**

<u>BOURGES</u>	10 h 00	–	Place Séraucourt
<u>VIERZON</u>	10 h 30	–	Place Jacques Brel
<u>SAINT-AMAND</u>	10 h 00	–	Place de la République
<u>SAINT-FLORENT</u>	10 h 30	–	Place de la République
<u>LA GUERCHE</u>	10 h 00	–	Square de la Résistance à NEVERS